Classe, genre et représentation politique,

Saint-Laurent du Maroni, Guyane (1949-1983)

Political representation, in St-Laurent du Maroni (French Guiana) from 1949 to 1983

Stéphanie Guyon

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/etudesrurales/16553>

DOI : 10.4000/etudesrurales.16553

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2019

Pagination : 22-41

ISBN : 978-2-7132-2789-9

Référence électronique

Stéphanie Guyon, « Classe, genre et représentation politique, », *Études rurales* [En ligne], 204 | 2019, mis en ligne le 02 janvier 2022, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/16553> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.16553>

Avenue du Général-de-Gaulle, Saint-Laurent du Maroni en 1966.

Photo: @ Fonds A. Heurtet.

Stéphanie Guyon

Classe, genre et représentation politique

Saint-Laurent du Maroni, Guyane (1949-1983)

L'abolition française de l'esclavage a provoqué, l'effondrement progressif de l'économie de plantation en Guyane dans la seconde moitié du ^{xx}e siècle et le départ des colons blancs. Dès lors, le terme de « créole », qui englobait toute descendance locale de populations importées dans un cadre colonial, désigne uniquement les descendants des esclaves. Il comprend au ^{xix}e et au premier ^{xx}e siècle les Créoles caribéens issus des migrations aurifères (Saint-Luciens, Martiniquais et Guadeloupéens), les migrants coloniaux (Chinois et plus marginalement Libanais) et les quelques bagnards ayant survécu à leur peine. Dans la seconde moitié du ^{xix}e siècle, les Créoles sont devenus citoyens et ont accédé aux droits politiques et aux droits civils communs. Les Amérindiens et les Noirs-marrons, considérés comme « primitifs », sont exclus de la citoyenneté. Comme dans de nombreux territoires coloniaux, c'est la conversion à la civilisation qui fonde la hiérarchie interne à la société coloniale guyanaise et les frontières entre sujets et citoyens [Saada 2005]. Toutefois, et c'est là leur singularité au sein de l'Empire français, les Amérindiens et les Noirs-marrons n'ont pas le statut d'« indigènes », catégorie du droit colonial désignant les sujets français privés des droits de la citoyenneté française au motif qu'ils ont conservé un statut personnel distinct du Code civil [Blévis 2014].

Créé en 1857, Saint-Laurent devient le centre de l'activité du bagne en Guyane à partir de 1880 ; l'administration pénitentiaire y concentre ses services et administre directement ce territoire qui devient, avec le décret du 16 mars 1880, une « commune pénitentiaire » [Coquet 2016]. À cette période, elle compte une importante population blanche de métropole constituée de fonctionnaires du bagne, de bagnards et de libérés (d'anciens forçats astreints à doubler leur peine en Guyane), mais aussi d'anciens bagnards issus des colonies (Algérie, Indochine, Madagascar...). La population créole compte surtout des migrants de Martinique et de Sainte-Lucie venus pour exploiter

l'or. Les Amérindiens, craignant les bagnards, sont peu présents dans la ville jusqu'à la fermeture du bague.

L'Église joue un rôle central dans la structuration sociale de la commune pénitentiaire. Face à la misère des libérés, l'administration fait en effet appel aux sœurs Franciscaines Missionnaires de Marie qui distribuent une soupe populaire et créent un orphelinat à partir de 1931. Le bague ferme en 1946. Trois ans plus tard, Saint-Laurent du Maroni devient une commune de plein exercice. Unique sous-préfecture de Guyane, elle concentre les principaux services publics (hôpital, centres scolaires) et administratifs de l'ouest du département. Située sur le Maroni, frontière avec le Surinam (ancienne Guyane hollandaise), elle est aussi un espace de passage où circulent des biens et des populations, en particulier amérindiennes et Noirs-marrons [Léobal 2017]. Ces derniers s'installent sur différents sites de la commune à partir de 1949 (village Balaté, village Paddock, village Terre-Rouge) ou sur le fleuve dans des villages lacustres.

En 1946, la Guyane française connaît une décolonisation sans indépendance. En effet, la loi de « départementalisation » assimile politiquement et administrativement la Guyane et les autres « vieilles colonies » françaises à la métropole. L'ensemble des Guyanais est alors supposé accéder aux mêmes droits politiques que leurs concitoyens européens. Cependant, malgré l'universalité formelle de cette loi, seule la population créole en bénéficie. Les Amérindiens et les Noirs-marrons¹ qui ne sont pas inscrits à l'état civil sont exclus de la citoyenneté et sont administrés par le « service des populations primitives » [Guyon 2013]. De manière progressive, de la fin des années 1950 aux années 1970, l'enregistrement déclaratif des populations aux registres d'état civil, leur confère le statut de citoyen et rend possible leur inscription sur les listes électorales dans les mêmes conditions qu'en métropole.

L'objet de cet article est d'appréhender le devenir des hiérarchies coloniales entre Créoles, Amérindiens et Marrons à Saint-Laurent du Maroni, dans les premières décennies de la départementalisation. Comme l'ont montré de nombreux travaux, l'ordre colonial est indissociablement un ordre « racial » et de genre [Stoler 1989]. Notre démarche consiste ainsi à saisir la dynamique des hiérarchies coloniales, des rapports sociaux de classe et de genre, en interrogeant la manière dont ils pèsent sur la vie politique locale². Ces analyses se fondent sur une enquête ethnographique par entretiens de quatorze

1. Les Noirs-marrons sont les descendants des esclaves qui, au XVIII^e siècle, ont fui les plantations de la Guyane hollandaise et se sont réfugiés en forêt. Différents groupes se sont formés selon la période et l'aire de marronnage (ndju'ka, aluku, paramaka...). Certains se sont installés en Guyane française au cours du XVIII^e et du XIX^e siècle. Les Noirs-marrons organisés en société autonome à l'intérieur de la forêt amazonienne n'appartiennent pas à la société créole même s'ils sont issus de la traite négrière.

2. Cette question de l'imbrication des rapports sociaux a été pensée en France par certaines féministes matérialistes en termes de consubstantialité des rapports sociaux [Kergoat 2009].

mois étalée sur huit ans et sur un travail de dépouillement d'archives. Dans les premières décennies de la départementalisation, le recrutement des élus locaux apparaît avant tout notabiliaire. Or, ce recrutement politique n'est pas immuable comme le montrent l'analyse des figures de la notabilité dans les premières décennies de la création de la commune et celle du processus de politisation de la municipalité au regard de la transformation des rapports sociaux de sexe, de classe et des hiérarchies coloniales.

Du bourgeois au directeur d'école

Au début de la départementalisation, les Créoles, étant les seuls citoyens, aménagent et animent l'espace politique local. Lors des premières élections municipales, c'est un membre des grandes familles commerçantes créoles, donc un représentant des élites coloniales traditionnelles qui emporte la mairie de Saint-Laurent du Maroni. Néanmoins, ces élites coloniales ne conservent pas nécessairement le pouvoir politique local comme le montre la trajectoire de ses quatre premiers maires : Joseph Symphorien (1950-1953), Roland Horth (1953-1954), René Long (1954-1971) et Raymond Tarcy (1971-1983).

Déclin de la domination politique de la bourgeoisie antillaise

Bien que l'évolution ne soit pas strictement linéaire, l'origine sociale des maires de Saint-Laurent du Maroni est de plus en plus modeste. Les ressources dont ils disposent pour entrer en politique sont de moins en moins fondées sur un patrimoine familial mais de plus en plus sur des ressources bureaucratiques et partisans et sur l'occupation d'un poste d'encadrement dans l'administration d'État [Offerlé 1999]. Joseph Symphorien, premier édile de la commune appartient à la bourgeoisie créole d'origine antillaise³ et n'a pas de ressources politiques spécifiques. N'ayant pas exercé de responsabilités partisans ni même milité dans un parti au moment où il entre en politique en 1939, il est donc élu sur la base de sa position sociale et du prestige qu'elle lui procure.

L'ordre politique paraît encore assez largement déterminé par les hiérarchies résultant de la société plantationnaire antillaise. Cet héritage est paradoxal dans une ancienne localité façonnée par son activité pénitentiaire – avec des

3. Joseph Symphorien, né en 1889 en Martinique, passe son enfance en Guyane où son père était commerçant. Il poursuit ses études de droit à Bordeaux puis à Paris avant d'être nommé administrateur des colonies et d'entamer une carrière administrative dans l'Oubangui-Chari aux côtés de Félix Eboué. Il rejoint la Guyane en 1935 pour diriger les établissements Symphorien à Saint-Laurent du Maroni. Il crée une distillerie mécanique de rhum, installe une rizerie (usine où l'on traite le riz) et s'occupe de la plantation de canne à sucre. Il devient conseiller général de Mana-Maroni en 1939 et membre de la commission municipale de Saint-Laurent du Maroni alors commune pénitentiaire. Après-guerre, il est réélu conseiller général puis maire de Saint-Laurent du Maroni en 1950.

condamnés principalement blancs – et dépourvue de plantations esclavagistes. À la fermeture du bagne, la majorité de sa population est composée de Créoles d'origine antillaise. Le départ de l'administration pénitentiaire a laissé place à la domination sociale et économique des quelques grandes familles qui tiennent les « maisons », ces établissements de commerces qui alimentent l'ensemble du bassin du Maroni en denrées alimentaires, biens de première nécessité et matériels de production. Ils appartiennent, en grande majorité, à des Antillais d'origine comme les Tanon (des békés), les Symphorien ou les Barcarel. Ce sont, à l'exception des Tanon, des familles créoles – au sens guyanais de descendants d'esclaves – dont les membres sont souvent chabins⁴ ou « batachinois »⁵ et ont donc la peau claire. La distance entre ces notables⁶ et le reste de la population créole de Saint-Laurent, dont une grande partie est issue des milieux populaires antillais et a migré en Guyane pour travailler sur les placers d'or, est forte et réside dans des divisions à la fois sociale et raciale. Cette stratification repose sur des différences à la fois de classe et phénotypiques. La majorité des membres de la bourgeoisie créole saint-laurentaise est claire de peau, comme l'explique Flore Lithaw en entretien en février 2003 :

Les Gougis, c'était une grande famille, mais c'était un mélange [au sens de métissage], la maison Orsini, c'était un mélange, la maison Barcarel, c'était un mélange, originaire des Antilles.

Ces hiérarchies colorisées qui reposent sur la corrélation entre l'appartenance à la bourgeoisie et la clarté de la peau ont, sans doute, été importées par les migrations antillaises. En Guadeloupe et en Martinique, le phénotype préjugé d'un degré de métissage est, en effet, rapporté à une position dans l'ordre social [Bonniol 1992].

Roland Horth, élu conseiller général en 1952 puis maire en 1953, est également créole mais d'origine plus populaire que Joseph Symphorien, ses parents étant instituteurs. Son père était secrétaire général de la fédération socialiste et premier adjoint du maire de Cayenne. Après ses études en métropole, Roland Horth s'installe comme médecin libéral dans l'Ouest guyanais. Il n'appartient pas à une grande famille de notables comme J. Symphorien. Néanmoins, sa profession lui confère un statut de notable. René Long, maire de 1954 à 1971, est – comme J. Symphorien – issue d'une famille commerçante. Ses parents, d'origine chinoise, dirigeaient un établissement de

4. L'étymologie de *chabin* est celle d'un hybride entre chèvre et mouton ; comme mulâtre, ce terme est donc à l'origine péjoratif. Il a toutefois perdu cette connotation et désigne actuellement, aux Antilles comme en Guyane, un Créole à la peau claire.

5. *Batachinois* désigne les personnes issues du métissage entre Chinois et Créoles. Le terme provient vraisemblablement de la contraction, en créole, de bâtard et de chinois.

6. Notable est, ici, entendu au sens wébérien de celui qui exerce une activité politique grâce à ses ressources propres, sa fortune et le prestige dont il jouit, en raison de son statut social [Weber 1971].

commerce à Cayenne, avant de s'installer à Saint-Laurent du Maroni où leur fils naît en 1918. Après l'obtention du baccalauréat, René Long devient fondé de pouvoir des établissements familiaux, puis préposé responsable de l'hôpital André Bouron de Saint-Laurent⁷. Les familles commerçantes d'origine chinoise semblent moins prestigieuses que la bourgeoisie métisse antillaise. Joël Amirault, ancien directeur de la carrière Blanchart arrivée à Saint-Laurent du Maroni en 1965, énumère ainsi : « Endelmont, Fournier, Tanon, c'était des notables que l'on respectait... ». Mais quand je lui demande si M. Long était aussi un notable, il me répond : « René Long, ce n'était pas pareil, il était chinois, c'était encore différent. Mais il était directeur de l'hôpital⁸. » Il compense donc l'appartenance à un groupe social moins prestigieux par sa notabilité bureaucratique. Or, dans la société créole de l'après départementalisation, le prestige des fonctions administratives demeure très fort [Jolivet 1982]. De plus, l'occupation de ces fonctions administratives va de pair avec la détention de diplômes d'autant plus prestigieuse qu'elle est rare, et avec la maîtrise d'un français lettré également signe de distinction. Pour désigner cette maîtrise linguistique, les Créoles utilisent l'expression « *jite fransé* », littéralement « jeter le français » qui signifie impressionner par son usage du français.

Dans les années 1950 et 1960, la vie politique est donc peu différenciée de l'ordre social et la compétition politique s'opère selon des ressources notabilliaires. C'est ainsi dans la concurrence entre différentes formes de notabilité que l'on pourrait interpréter l'opposition de Symphorien et de Horth puis de Horth et Long. En effet, J. Symphorien appartient à la grande bourgeoisie possédante – il détient plusieurs industries, des commerces et des terres agricoles – et R. Horth à la « bourgeoisie capacitaire »⁹ non possédante. Par son origine familiale, René Long appartient plutôt à la petite bourgeoisie commerçante, mais sa trajectoire professionnelle et sociale en fait également un membre de cette bourgeoisie capacitaire dont le diplôme et le prestige professionnel construisent la position d'autorité. La concurrence politique qui se manifeste par une agitation et une alternance rapide au sein du conseil municipal traduirait donc dans la sphère politique une concurrence sociale entre bourgeoisie capacitaire et bourgeoisie possédante. Le relatif consensus, qui semble avoir été formé autour de René Long à partir de 1954, tient sans doute à sa capacité à composer entre ces différentes formes de notabilité. La vie politique apparaît ainsi comme le décalque des oppositions sociales locales.

L'élection de Raymond Tarcy comme conseiller général de Saint-Laurent du Maroni en 1970, puis comme maire en 1971, rompt avec le recrutement des élus dans la bourgeoisie créole. Il est aussi le premier maire de la commune

7. Entretien téléphonique avec Raymonde Long, veuve de René Long, le 14 janvier 2009.

8. Entretien avec Joël Amirault, Richelieu, avril 2008.

9. Les « capacités » sont des positions construites sur l'utilisation d'un savoir sanctionné par le diplôme [Le Marec 2000].

à y être né¹⁰. Bien qu'il demeure adhérent du PSG (Parti socialiste guyanais), Raymond Tarcy ne milite pas à Saint-Laurent du Maroni où il n'existe pas de section du parti. En revanche, il est très investi aux côtés de René Long dans la vie associative sportive de la commune, en particulier dans le club de football, un important réseau de sociabilité créole et un fort marqueur de l'enracinement local¹¹. Bien qu'il soit d'origine populaire, son élection à la tête de la mairie n'est qu'une rupture relative avec la logique notabiliaire qui prévaut jusque-là car sa candidature a été approuvée et appuyée par certains membres des grandes familles de la commune, des « grandes maisons », comme le raconte Joël Amirault qui figurait sur sa liste :

M. Tarcy avant les élections demandait à M. Fournier, à M. Endelmont [un autre grand commerçant de la commune], s'il pouvait se présenter, s'il avait leur accord pour présenter sa liste, je l'ai vu avec le père Endelmont. Je connaissais très bien le père Endelmont et je sais qu'il lui demandait. Il fallait la bénédiction de ces familles-là pour présenter une liste, il ne faisait pas directement de politique, mais à certaines réunions, il venait. Je me souviens, en 1971, toute l'équipe [de Raymond Tarcy] est venue dans ma nouvelle maison, je venais de m'installer, toute l'équipe est venue avec Fournier et Endelmont, c'étaient des notables que l'on respectait. [Entretien, avril 2008]

Emmanuel Tanon (fils d'André), important notable de la ville présent dès les années d'après-guerre, est candidat et chargé de recruter pour la liste de Raymond Tarcy. En outre, la direction de l'unique groupe scolaire de la commune octroie dans les années 1960 à Raymond Tarcy des ressources notabiliaries bureaucratiques qui tendent à occulter son milieu social d'origine. Le prestige alors important du diplôme, de la profession d'instituteur et de la maîtrise du français lettré assure à Raymond Tarcy un certain statut. Un témoin de l'époque se souvient qu'il « subjuguait les foules en employant l'imparfait du subjonctif »¹².

Ce qu'incarne finalement Raymond Tarcy, c'est la transition négociée par l'ancienne élite issue de la bourgeoisie commerçante vers une nouvelle dont l'ascension sociale est récente et repose sur des pouvoirs au sein de la fonction

10. Né en 1936 à Saint-Laurent du Maroni, d'un père créole guyanais réparateur de vélos puis maçon à la sous-préfecture et d'une mère au foyer, Raymond Tarcy est l'incarnation du modèle de réussite méritocratique par l'école. Il entre au lycée de Cayenne en 1952 et adhère dès 1956 au Parti socialiste guyanais sous l'influence d'un professeur. Il poursuit ses études en métropole à l'école normale d'instituteurs et revient à Saint-Laurent du Maroni en 1962 après son service militaire. Il y exerce d'abord comme enseignant et devient rapidement directeur de l'unique groupe scolaire public.

11. Les ressources d'autochtonie (ici au sens d'être de la localité), telles que l'appartenance à certains cercles locaux ou la participation à certaines pratiques locales, peuvent constituer un vecteur central d'engagement dans la vie publique locale [Retière 2003].

12. Entretien avec Arsène Bouyer d'Angoma, Saint-Laurent du Maroni, 2005.

Château d'eau, Saint-Laurent du Maroni.

Photo: @ Fonds A. Heurtet.

publique d'État et sur ses ressources locales. L'élection de R. Tarcy traduit aussi la moindre prégnance au sein du groupe créole des hiérarchies colorisées précédemment évoquées: «Tu comprends, l'arrivée de Tarcy, c'était quelque chose. C'était la première fois qu'un Créole sombre était élu», me confie un habitant de Saint-Laurent du Maroni, alors adolescent.

Raymond Tarcy que j'ai rencontré plusieurs fois ne m'a pas paru spécialement sombre de peau, cette qualification de «sombre» atteste ainsi de la complexité des rapports entre classe et phénotype. Ici, l'origine populaire du maire le noircit, autrement dit, la classe sociale détermine la «race»¹³. S'il a bénéficié du soutien de certaines familles bourgeoises qui s'étaient éloignées de René Long, R. Tarcy est également soutenu par ce «petit peuple martiniquais et guyanais» dont il est lui-même originaire et dans lequel il était bien inséré par ses réseaux familiaux et amicaux. La composition de sa liste illustre la position de médiation entre l'ancienne et la nouvelle configuration sociale. Ses colistiers ne sont pas seulement des notables, comme le fils Tanon, mais des hommes ayant un certain réseau professionnel ou familial. Il s'entoure ainsi d'un Créole d'origine martiniquaise (commerçant), d'un métropolitain (Joël Amirault, chef de chantier) et de trois Créoles guyanais (un boucher, un

13. On entend par «race», l'assignation à un groupe social en raison de la croyance supposée en une origine commune reposant sur des marqueurs culturels et/ou phénotypiques naturalisés.

garagiste – fils de l'ancien commissaire de police – et un directeur de dancing). Les autres colistiers, dont deux femmes, sont agriculteurs, employés aux Postes télégraphes et téléphones ou à l'hôpital (aide-soignante et lingère), et pour beaucoup issus des classes populaires d'origine antillaises. Pendant les années 1970, les Créoles antillais d'origine populaire entrent plus massivement en politique tandis que les familles commerçantes, les Royer ou les Tanon sont de moins en moins présentes. En effet, les difficultés économiques de la commune, dont de nombreuses entreprises cessent leur activité au cours des années 1970, se répercutent sur les commerces de la ville. Ces grandes familles commerçantes ferment ainsi leur succursale à Saint-Laurent du Maroni, se reconvertissent tandis que leurs enfants quittent la commune pour Cayenne ou la métropole. La transmission du pouvoir politique de l'aristocratie créole d'origine antillaise à la classe moyenne créole guyanaise traduit ainsi dans la sphère politique les bouleversements sociaux et économiques consécutifs à la départementalisation et au remplacement progressif de l'économie productive locale et de ses élites industrielles et commerçantes par une économie de transfert et par ses élites bureaucratiques.

Genre et mobilisation électorale notabiliaire

Dans les années 1960, les activités de mobilisation politique apparaissent relativement imbriquées dans la vie créole Saint-Laurentaise. Ainsi, excepté des conférences sur la place du marché où s'expriment le maire et éventuellement les leaders des partis guyanais en déplacement, l'essentiel des activités de mobilisation électorale sont réalisées par des femmes créoles qui passent de maison en maison pour faire la « propagande », terme désignant le fait de faire campagne pour leur candidat. Le travail de mobilisation est donc en grande partie accompli dans les maisons et non au sein de l'espace public. Raymonde Long, veuve de René Long, raconte ainsi dans un entretien téléphonique en janvier 2009 :

Il y avait des gens qui faisaient sa propagande [celle de René Long], comme Mélanie Gontrand, Mme Joseph, Flore Lithaw. Elles ne parlaient pas en conférence, mais elles s'occupaient des rendez-vous, quand le député, M. Rivierez¹⁴ venait, elles organisaient pour recevoir à la mairie.

Flore Lithaw confirme ce rôle des femmes dans les activités de campagne :

Je soutenais M. Long, on était un comité qui soutenait la politique de M. Long. Nous étions plusieurs, il y en a plusieurs qui sont décédés. Il y avait Mlle Nourricière Panella, Mme Gontrand, la mère, il y avait des hommes aussi, par exemple M. Saint Yves, sa mère, ses

14. Hector Rivierez, administrateur colonial guyanais, ancien sénateur UNR de l'Oubangui Chari de 1952 à 1959 revient en Guyane en 1967. Il ravit alors le siège de député de Léopold Heder sous l'étiquette UDR.

sœurs. On était tous du pays même. Quand il se déplaçait, quand il faisait des conférences, quand il recevait, on était à côté de lui. [Entretien, Saint-Laurent du Maroni, février 2003]

Le comité de soutien compte surtout des femmes : le seul homme accompagne en réalité sa mère et ses sœurs. Ces femmes, des catholiques pratiquantes, appartiennent à la classe moyenne créole guyanaise. Flore Lithaw, d'abord vendeuse chez Tanon puis patronne d'un petit restaurant, a bien conscience de sa place et ne s'autorise pas à fréquenter les lieux de sociabilité de la classe supérieure créole :

Là où j'habitais dans la rue Thiers, il y avait M. Tanon où je travaillais, il y avait un joli terrain de tennis mais ce n'était que des gens de classe, des docteurs, des directeurs... M. Capri, le directeur de l'hôpital. [...] Ses filles allaient à l'école avec moi. Elles venaient jusque chez moi pour demander à jouer au tennis avec elles, c'était la classe, mais moi, mon orgueil, je suis un petit poisson, je reste un petit poisson.

Outre les visites aux familles, les femmes du comité de soutien de M. Long s'occupent également d'un certain nombre d'activités électorales comme la préparation des réceptions des hommes politiques cayennais. À l'instar de beaucoup d'autres membres du comité de soutien de M. Long, Flore Lithaw est aussi très engagée dans la paroisse de la commune où elle dispense la catéchèse. Selon une division genrée traditionnelle du travail paroissial, ces femmes sont surtout impliquées dans des activités liées aux domaines réputés «féminins» comme la charité, l'éducation, les visites aux personnes âgées et la chorale. De ce fait, elles participent indissociablement, par l'intermédiaire de ces activités, à l'animation de la paroisse et à la mobilisation électorale. Un tel recours à des femmes laïques n'est pas spécifique à la Guyane [Della Sudda 2010]. En Algérie française, on retrouve également ce type de division du travail politique auprès des candidats assimilationnistes [Wadowiec 2013].

Néanmoins, cet engagement politique ne se traduit pas par une prise de responsabilité ni une prise de parole publique, ces femmes étant cantonnées et se cantonnant à des activités qui prolongent leurs compétences domestiques. Elles se décrivent en retrait des hommes, dans un rôle d'assistance aux activités publiques masculines et ne prennent jamais la parole en public, refusant les trophées politiques légitimes¹⁵, comme me le raconte Flore Lithaw :

15. Étudiant le militantisme des femmes catholiques dans la Ligue patriotique des Françaises, Magali Della Sudda rend visible des formes d'engagement politique féminin massif largement inconnues. Elle montre comment en investissant les marges des institutions catholiques, ces femmes de droite participent aux affaires publiques, développent des pratiques novatrices en particulier dans la mobilisation électorale telle que la recherche de financement et la diffusion des tracts... [Della Sudda 2007].

Mais M. Long m'avait sollicitée pour être sur sa liste mais je n'ai pas voulu, j'ai préféré être dans le cercle pour le soutenir. [Entretien, 2005]

La montée en puissance de la notabilité capacitaire a, en retour, un effet sur la politisation de l'espace politique local.

Genre et hiérarchies coloniales à l'épreuve de la politisation

La vie politique guyanaise se caractérise au cours des années 1970 par une polarisation croissante entre la droite gaulliste – l'Union des démocrates pour la république (UDR), puis le Rassemblement pour la république (RPR) – et la gauche autonomiste autour de la question du statut de la Guyane. La droite départementaliste revendique seulement, en effet, un aménagement du statut départemental dans le sens d'une plus large décentralisation, alors que la gauche autonomiste opère une critique radicale de la départementalisation, dont elle conteste le caractère décolonisateur, et est favorable à une plus forte autonomie politique, passant par un changement de statut. Sous la poussée de différents mouvements de décolonisation¹⁶, qui critiquent vivement à la fois l'assimilation culturelle consécutive à la départementalisation et la persistance d'inégalités sociales entre la Guyane et l'ancienne métropole coloniale, les dirigeants du Parti socialiste guyanais (PSG) se rallient à la position autonomiste¹⁷.

Quels sont les mécanismes de traduction et d'appropriation de ces clivages politiques au niveau local¹⁸ ? À droite, comme à gauche, la relative cristallisation des camps politiques va de pair avec l'entrée en politique des classes populaires et moyenne créoles. C'est à partir des différences internes du milieu populaire créole (Créoles guyanais *versus* Créoles martiniquais, catholiques *versus* laïques...) que se cristallisent les oppositions entre départementalistes (droite) et autonomistes (gauche). L'examen des mobilisations électorales de 1977 et de 1983 met en évidence la manière dont les sociabilités populaires créoles, mais aussi les relations de patronage entre Créoles et Amérindiens héritées de la période coloniale structurent la compétition politique locale. À droite, comme à gauche, cette entrée en politique des classes populaires

16. Le Mouvement guyanais de décolonisation (Moguyde) créé en 1974, Fo nou libéré la Guyane (FNLG) fondé en 1975 et l'Unité guyanaise créée en 1978.

17. Le PSG a été fondé, en 1956, par Justin Catayée, à partir d'une scission de la SFIO (Section française de l'internationale ouvrière). D'abord favorable à une simple réforme du statut départemental, la position autonomiste du parti fut définitivement adoptée lors du Congrès de Montjoly en 1979 [Mam-Lam-Fouck 2006].

18. Contrairement à une approche descendante, de nombreux travaux ont démontré la nécessité d'appréhender la politisation à partir de l'organisation sociale spécifique des groupes qui se politisent. Peter Mac Phee [1992] montre notamment comment la culture populaire catalane nourrit la politique à l'échelle locale à travers l'utilisation des rites ruraux pour transmettre des affiliations politiques nationales.

créoles transforme profondément la place des femmes dans l'arène politique locale.

La spécialisation politique des femmes du patronage

À droite, la structuration partisane est ancrée dans les réseaux de mobilisation catholique. Ce sont en particulier ces derniers qui ont médiatisé la participation électorale des populations amérindiennes et noires-marrons lorsqu'elles accèdent au vote. Pour autant, l'activité politique ne se confond pas avec ces activités sociales préexistantes et on assiste à un début de spécialisation des rôles et des tâches politiques.

La droite locale est principalement animée par des Créoles guyanais et guyanaises, fortement ancrés dans les réseaux catholiques. Les femmes du comité de soutien de M. Long se remobilisent après la défaite de l'ancien maire. Désormais dans l'opposition, elles développent d'abord un ensemble de dispositifs pour mailler le territoire de la commune et mobiliser les électeurs, contraignant les partisans de Raymond Tarcy à les imiter. La droite s'institutionnalise à Saint-Laurent du Maroni avec la création d'une véritable section du RDG, puis du RPR, qui mène des activités régulières en vue de reprendre le pouvoir municipal, comme le raconte ici F. Lithaw :

— [...] dès que M. Tarcy a pris la mairie, il était gauche, de gauche, on a commencé à travailler. On n'a pas attendu, dès que M. Long a été battu.

— *Qu'est-ce que vous avez commencé à faire ?*

— À voir tous nos anciens, tous ceux qui avaient viré de bord parce qu'à un moment, vous fléchissez et quand votre groupe vous dit : « Il faut remonter », vous n'écoutez pas et bien, voilà ce qui vous arrive. On a fait des meetings dans différents quartiers, on avait des maisons qui nous recevaient, on parlait avec les jeunes et tout, mais le parti socialiste à l'époque, c'était des « doco » [costauds, forts], comme on dit chez nous.

[Entretien, 2005]

Les activités politiques ne sont alors pas clairement différenciées des réseaux sociaux existants. Démarchage électoral et visites privées se confondent – « voir tous nos anciens » et l'affiliation à une équipe, celle du RPR et du PSG, repose encore largement sur l'appartenance familiale – « on avait des maisons [ici des familles] qui nous recevaient ». Les activités partisans de la droite recouvrent également celles des réseaux catholiques féminins. Au cours de cette période F. Lithaw élargit ainsi ses activités caritatives aux Amérindiens et aux personnes âgées, et commence à s'occuper des résidents en long séjour à l'hôpital au début des années 1980.

On assiste toutefois progressivement à une spécialisation des tâches politiques et à l'intervention croissante des instances départementales dans la municipalité. F. Lithaw « travaille » la liste électorale, liste que Maud Rullier, responsable départementale du RPR à partir de 1977, considère comme son

«livre de chevet» (entretien, Cayenne, juin 2005). Elles développent l'une et l'autre un certain nombre de savoir-faire pour classer les électeurs en fonction de catégories politiques comme gauche/droite, autonomiste/départementaliste. F. Lithaw connaît les «maisons de droite et de gauche» et peut prédire le score à trois ou quatre voix près. Les activités politiques ne sont plus désormais circonscrites à la place du marché au centre-ville de la commune, comme c'était le cas jusque-là, mais s'étendent aux quartiers périphériques, explique Flore Lithaw :

Et comme je vous ai dit, on faisait des meetings dans les quatre coins de Saint-Laurent et c'était la bonne époque parce qu'à cette époque, on pouvait afficher... Quand on affichait, ils passaient et ils arrachaient, alors on recommençait, on réaffichait.

En outre, pour la première fois à l'occasion des municipales de 1983, un débat est organisé par la chaîne de radio publique Radio France Outre-mer (RFO) à la mairie. Les militantes ont recours à de nouvelles pratiques (réunions, collages, débats publics) de sollicitation des suffrages et de savoir-faire pour maîtriser les scrutins (comptage des voix, catégorisation des électeurs). La présence d'agents spécialisés dans la mobilisation électorale, même si M. Rullier et F. Lithaw sont bénévoles, atteste de la professionnalisation de la politique au sens avec l'usage d'outils très professionnels.

La place des femmes est devenue centrale dans ce processus. Elles ne sont plus ici cantonnées à la mobilisation dans la sphère familiale mais elles sont impliquées dans l'espace politique local. F. Lithaw participe ainsi au collage, activité éminemment publique, visible et agonistique – «ils passaient et ils arrachaient» – est ailleurs plutôt masculine [Bargel 2008]. Cette visibilité des femmes, qui bénéficient d'une grande autonomie, est liée à l'entrée en politique des classes moyennes créoles¹⁹. C'est le cas de F. Lithaw qui a une activité professionnelle et un logement différent de celui du père de ses enfants avec lequel elle n'est pas mariée. Toutefois l'entrée en politique des femmes peut aussi s'inscrire dans des trajectoires conjugales spécifiques. Ainsi M. Rullier, qui appartient à la bourgeoisie créole, a toujours milité avec son conjoint qui était responsable du RPR en Guyane, mais elle ne prend de responsabilités partisans qu'après le décès de son mari.

La concurrence croissante entre le RPR et le Parti socialiste guyanais incite les militants créoles à solliciter de nouveaux électeurs hors de leur groupe d'origine, en particulier les Amérindiens et les Noirs-marrons qui accèdent à

19. L'autonomie des femmes créoles populaires est souvent analysée comme relevant de la matrifocalité. Cette notion désigne la place prépondérante des femmes dans l'organisation familiale et est souvent présentée comme une spécificité de l'aire créole du Nouveau monde. L'ordre esclavagiste avait en effet tempéré la domination des hommes noirs sur les femmes noires (ces dernières travaillaient comme les hommes et ceux-ci n'étaient pas reconnus comme chef de famille).

la citoyenneté à partir de 1964. Les militantes créoles, comme F. Lithaw, sont impliquées dans des activités paroissiales – charité, catéchisme – auprès des habitants des villages amérindiens. Ce faisant, elles participent elles aussi à l’affiliation politique des populations. Elles leur indiquent comment voter et pour qui, et ce sont souvent elles qui organisent le transport des électeurs vers le bureau de vote du centre-ville. F. Lithaw m’explique, en septembre 2004, comment elle apprend aux Amérindiens à accomplir correctement les gestes du vote :

Parmi eux, il y a ceux qui ne savent pas lire. Quand on leur apporte les billets, les bulletins, il faut leur expliquer, il faut leur dire de mettre dans leur porte-monnaie ou bien dans leur chemise bien pliée, quand ils arrivent, ils ne prennent que cette enveloppe pour ne pas nous tromper. Il y a toute une préparation !

Ce vote repose sur le prestige et l’autorité morale de ces femmes dont plusieurs travaillent à l’hôpital, parlent et écrivent le français, et qui ont souvent été recommandées aux Amérindiens par les sœurs franciscaines auxquels la préfecture a confié depuis la fin des années 1950 des missions d’assistance. Ces véritables rapports de patronage²⁰ qu’entretiennent les bénévoles créoles avec ces habitants des villages avoisinant Saint-Laurent du Maroni s’inscrivent dans des relations anciennes entre les deux groupes. Depuis la fin du XIX^e siècle, les Amérindiens ont en effet adopté des pratiques de rapprochement ou de compérage [Collomb 2008] avec certaines familles créoles établies, par exemple en choisissant un de ses membres comme parrain ou marraine. Le vote est également médiatisé par d’autres autorités internes aux villages, les capitaines, qui relaient les consignes de vote des bénévoles créoles catholiques aux habitants amérindiens avec lesquels ils ont d’étroits liens de parenté.

À droite, on assiste donc à une plus grande visibilité des classes moyennes créoles guyanaises et en particulier des femmes dans l’espace public. De ce point de vue, l’héritage colonial apparaît largement remanié puisque les élites coloniales locales ne dominent plus l’espace politique local. En revanche, l’appropriation du vote par les Amérindiens et les Noirs-marrons s’inscrit dans la continuité des relations coloniales.

L’adhésion des classes populaires créoles d’origine antillaise au PSG

La section du PSG nouvellement créée est massivement investie par les membres des classes populaires créoles originaires des Antilles. Ces Créoles sont désormais installés de manière pérenne à Saint-Laurent du Maroni où ils ont souvent trouvé, grâce au développement de l’emploi public, une situation

20. Ce terme désigne les œuvres sociales, culturelles et de loisirs de l’Église. Dans son usage analytique, le patronage renvoie à une forme d’autorité fondée sur une légitimité traditionnelle et sur le prestige social du patron [Noiriel 1988].

stable : ouvriers (chauffeurs, mécaniciens) dans l'administration ou employés à l'hôpital (aides-soignantes, femmes de ménage). En outre, même si cette population n'est pas nécessairement déchristianisée, elle est de moins en moins soumise à l'emprise de l'Église au fur et à mesure de l'étatisation et de la laïcisation de la société locale. Elle a scolarisé ses enfants dans l'établissement public dont Raymond Tarcy est le directeur.

De nombreux membres de la section locale du PSG sont des Créoles originaires de Martinique dont la socialisation politique primaire s'est effectuée aux Antilles avant qu'ils ne migrent en Guyane. Cécile Placide, aide-soignante à l'hôpital de Saint-Laurent du Maroni, est entrée au PSG dès la création de la section en même temps qu'une de ses collègues. Cécile Placide raconte ainsi sa socialisation politique primaire et par la suite son rapport à la politique :

En 1953, je suis arrivée à Saint-Laurent du Maroni de la Martinique. En Martinique, j'avais manifesté, suivi les conférences, c'était l'époque d'Aimé Césaire, mais je n'avais pas milité en Martinique. Ici, non plus, je n'ai pas milité tout de suite, et puis il y a eu les élections Robert Vignon contre Justin Catayée. J'avais connu Justin Catayée en Martinique, il ne faisait pas encore de politique, mais il avait épousé une Martiniquaise, une fille de mon quartier. Naturellement j'ai voté Justin Catayée. Moi, ça me vient de ma mère, les femmes ne votaient pas, mais elles faisaient de la politique, ma mère manifestait à gauche et les enfants suivaient leur mère. En Martinique, j'étais communiste à cause de Césaire, je mettais ma robe rouge pour le *vidé*²¹. C'était le parti de gauche, on a voté pour lui en 1945. [Entretien avec C. Placide, Saint-Laurent du Maroni, décembre 2005]

Le militantisme au PSG est ancré dans les cadres sociaux traditionnels des classes populaires créoles. Les réseaux familiaux sont omniprésents dans les techniques de mobilisation électorale employées par le PSG (porte-à-porte et liste de connaissances à appeler en fonction du réseau amical et familial de chacun), comme le raconte Raymond Tarcy (entretien, Cayenne, février 2005) :

— C'étaient surtout des rencontres dans les familles. Avec une ou deux personnes, le dimanche matin, on partait, on disait : « Bon, on va chez Untel et Untel aujourd'hui ». On prévient, on dit : « bon, on passera vers neuf heures, on passera à dix heures chez Untel, on passera à midi. » On voyait les familles. Un peu partout, même dans les coins les plus retirés. Une fois qu'on les avait rencontrées en ville, on leur disait : « nous serons chez vous à telle heure ».

— *Et alors du coup, quand vous dites la famille, j'imagine que c'était la famille élargie ?*

21. Le *vidé* est une procession populaire lors du carnaval.

— Oui, on leur disait: «bon, réunissez les parents, hein, on sera là pour vous entendre hein.» [...] C'est une bonne méthode, c'est une bonne méthode.

Le maire et les militants du PSG s'appuient aussi sur les sociabilités locales. Ils préviennent les gens en les croisant en ville, au café ou au magasin, lieux où les gens s'attardent et discutent le week-end. La sociabilité partisane est également ancrée dans une sociabilité créole plus festive et laïque comme les groupes de danse du carnaval ou les repas créoles dont se souvient C. Placide (entretien, Saint-Laurent du Maroni, décembre 2005) :

Le samedi, le mercredi, on faisait des réunions, des meetings, on faisait la soupe, le punch, c'était bien, beaucoup sont morts maintenant. [...] J'ai eu un groupe folklorique, un groupe de danse traditionnel, danse antillaise créole. Jean-Élie était dans mon groupe, j'avais un groupe de jeunes, j'ai eu Jean-Élie depuis l'âge de 6 ans, Gilbert aussi, j'ai eu plein d'enfants de Saint-Laurent du Maroni.

Les conférences du marché, bien que données en français, sont l'occasion de blagues, de «vannes» en créole, voire de farces comme le raconte C. Placide :

C'étaient surtout les femmes en fait qui manifestaient pendant les conférences, elles faisaient le chahut, il fallait faire du bruit pour se faire voir, c'était rigolo, c'était pour démentir la conférence adverse. J'ai vu des trucs au marché, comme un monsieur monter sur une table pour parler et des gens tirer la table sous lui, des choses comme ça.

Les formes d'opposition ritualisées entre les camps adverses empruntent ainsi au registre de communication populaire, les «vannes» et le chahut qui s'exprime par les cris, les rires, et les sifflets. Les femmes jouent un rôle central dans l'animation des conférences : si elles ne prennent pas ou peu la parole au micro, elles assurent l'animation dans le public, manifestant leur réprobation ou leur approbation. Elles reproduisent ainsi une division sexuée relativement traditionnelle dans l'espace public, les hommes étant énonciateurs de discours et les femmes réceptrices. Elles ne se cantonnent pas d'encourager les hommes mais manifestent bruyamment leur accord ou désaccord. Le militantisme au PSG connaît, dans le même temps, des pratiques de sociabilité non mixtes, les visites aux familles et aux malades sont ainsi principalement effectuées par des militantes tandis que les hommes de la section et ceux de la majorité du conseil municipal, pas nécessairement adhérents du PSG participent, à de telles fêtes réservées aux seuls militants et conseillers municipaux masculins. Arsène Bouyer d'Angoma, me confie ainsi lors d'un entretien mené à Saint-Laurent du Maroni, en décembre 2005, que :

Tarcy et son conseil municipal, c'étaient des fêtards, ils faisaient des virées à la pointe Isère, avec de l'alcool et des femmes, des Amérindiennes

d'Awala. Un Amérindien appelé Laviedouce organisait cela. [...] Ils aimaient faire la fête entre hommes. *I plen famm dèro* [Il avait plein de femmes dehors, sous-entendu des maîtresses].

Comme à droite, on assiste à gauche à l'émergence d'un ensemble d'activités de sollicitation des suffrages relativement spécialisées et institutionnalisées. La section locale du PSG met en place des techniques de mobilisation qui dépassent le cadre familial et les sociabilités locales. Entendant concurrencer la droite et les réseaux du patronage, les dirigeants locaux du PSG organisent des comités d'entraide dans la commune, comme le raconte Arsène Bouyer d'Angoma :

D'ailleurs qu'est-ce qui a fait la force du PSG à l'époque ? C'est ces rencontres dans les familles, c'est ces rencontres dans les familles et puis cette mise en place de comités. À l'époque, il y avait des comités qui s'occupaient des personnes âgées, des personnes malades. Quand vous étiez malade à l'hôpital, il y avait toujours des personnes du PSG qui venaient vous voir, qui vous rendaient service. Cela a disparu.

La mobilisation partisane et l'institutionnalisation des camps s'intensifient à l'approche des scrutins cantonaux et municipaux de 1982 et 1983. Le RPR et le PSG, profitant de la naissance des radios libres, créent chacun leur station locale dont les informations sont diffusées en français et en créole. Comité d'entraide et patronage, association culturelle et bientôt radio, la polarité entre droite et PSG a désormais pénétré la société locale. Ainsi, les femmes participent activement à ces processus, pourtant, elles accèdent dans une bien moindre mesure au mandat. La liste de Raymond Tarcy aux élections de 1977 et celle de 1983 comptent peu de femmes en positions éligibles et aucune ne devient adjointe en 1977. Malgré leur engagement, ces citoyennes sont cantonnées à des positions subalternes.

Conclusion

La structure sociale sous-jacente à l'espace politique contemporain s'enracine bien dans les hiérarchies coloniales qui ont établi la domination des Créoles sur les Amérindiens et les Noirs-marrons. En vertu de la supériorité des Créoles consacrée dans la période coloniale, ils ont, en effet, été les seuls à accéder à la pleine citoyenneté en 1946 alors que les dispositifs coloniaux d'administration indirecte des Amérindiens et des Noirs-marrons se sont prolongés jusqu'aux années 1960. De ce fait l'espace politique saint-laurentais a d'abord été investi et aménagé par les Créoles. Ce processus d'accumulation de ressources qui assure leur domination politique est néanmoins relativement récent. L'étude des positions sociales et des carrières des maires de Saint-Laurent du Maroni

des années 1950 au début des années 1980, a montré que le niveau de diplôme et la compétence administrative ont concurrencé les ressources traditionnelles de la grande bourgeoisie commerçante créole permettant à un nouveau personnel politique créole issu des classes moyennes d'accéder aux mandats électifs. Ce sont ainsi les membres des fractions ascendantes des classes populaires créoles qui ont pu profiter des ressources économiques et politiques offertes par la départementalisation (l'économie de transfert) pour investir et aménager à leur avantage les nouvelles institutions et établir des relations de clientèle avec les Amérindiens et les Noirs-marrons. L'analyse du processus de spécialisation politique à travers l'apparition progressive de représentants sociaux et politiques permet ainsi de mettre en évidence la montée en puissance des classes moyennes créoles. Le niveau de diplôme, la compétence administrative et l'affiliation à un parti politique viennent en effet concurrencer les ressources notablières traditionnelles de la grande bourgeoisie commerçante créole. Ce renouvellement du personnel politique modifie profondément la place des femmes dans les activités et les institutions politiques locales : alors que du temps des notables, les femmes créoles faisaient campagne dans la sphère privée, elles apparaissent désormais dans l'espace public et accèdent au mandat électif en tant que conseillère municipale, et même adjointe à droite en 1983.

Stéphanie Guyon,

*politiste, maîtresse de conférences, Université de Picardie-Jules Verne,
Centre universitaire de recherches sur l'action publique et le politique –
Epistémologie des Sciences Sociales (UMR 7319), Amiens*

Bibliographie

BARGEL, Lucie, 2008, *Aux avant-postes.*

La socialisation au métier politique dans deux organisations de jeunesse de parti : Jeunes populaires (UMP) et Mouvement des jeunes socialistes (PS). Thèse de doctorat en science politique. Paris, Université de Paris-1.

BLÉVIS, Laure, 2014 (2012), « L'invention de "l'indigène", Français non citoyen », in A. Bouchène *et al.*, *Histoire de l'Algérie à la période coloniale (1830-1962)*. Paris, La Découverte (« Poche/essais ») : 212-218.

BONNIOL, Jean-Luc, 1992, *La couleur*

comme maléfice. Une illustration créole de la généalogie des « Blancs » et des « Noirs ». Paris, Albin Michel (« Bibliothèque de synthèse »).

COLLOMB, Gérard, 2008, « Chroniques interculturelles en Guyane. Un point de vue Kali'na », in G. Collomb et M.-J. Jolivet (dir.), *Histoires, identités et logiques ethniques, Amérindiens, Créoles et Noirs Marrons en Guyane*. Paris, Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques (« Le regard de l'ethnologue » n° 18) : 45-75.

- COQUET, Marine**, 2016, *La ville et le bague : histoire d'une commune pénitentiaire en terre coloniale, Saint-Laurent du Maroni, Guyane, 1857-1949*. Thèse de doctorat d'histoire. Paris, École des hautes études en sciences sociales.
- DELLA Sudda, Magali**, 2007, *Une activité politique féminine conservatrice avant le droit de suffrage en France et en Italie. Socio-histoire de la politisation des femmes catholiques au sein de la Ligue patriotique des Françaises (1902-1933) et de l'Unione fra le donne cattoliche d'Italia (1909-1919)*. Thèse de doctorat en histoire. Paris, École des hautes études en sciences sociales/Sapienza Università di Roma. — 2010, « La politique malgré elles. Mobilisations féminines catholiques en France et en Italie (1900-1914) », *Revue française de science politique* 60 (1) : 37-60.
- GUYON, Stéphanie**, 2013, « Des primitifs aux autochtones. Savoirs ethnologiques et politiques publiques en Guyane de 1946 à nos jours », *Genèses* 91 : 51-70.
- JOLIVET, Marie-José**, 1982, *La question créole. Essai de sociologie sur la Guyane française*. Paris, Éditions de l'Office de la recherche scientifique et technique outre-mer (« Mémoires » n° 96).
- KERGOAT, Danièle**, 2009, « Dynamique et consubstantialité des rapports sociaux », in E. Dorlin (dir.), *Sexe, race, classe, pour une épistémologie de la domination*. Paris, Presses universitaires de France (« Actuel Marx confrontation ») : 111-125.
- LE MAREC, Yannick**, 2000, *Le temps des capacités. Les diplômés nantais à la conquête du pouvoir dans la ville*. Paris, Belin (« Socio-histoire »).
- LÉOBAL, Clémence**, 2017, « Osu », « baraques » et « batiman » : *Redessiner les frontières de l'urbain à Soolan (Saint-Laurent du Maroni, Guyane)*. Thèse de doctorat en sociologie. Paris, Université Paris-Descartes.
- MAC PHEE, Peter**, 1995, *Les semailles de la République dans les Pyrénées-Orientales 1846-1852 : classes, culture et politique*. Perpignan, L'Olivier.
- MAM-LAM-FOUCK, Serge**, 2006, *Histoire de l'assimilation des vieilles colonies françaises aux départements d'outre-mer : la culture politique de l'assimilation en Guyane et aux Antilles françaises, XIX^e et XX^e siècles*. Matoury, Ibis rouge (« Espace outre-mer »).
- NOIRIEL, Gérard**, 1988, « Du patronage au paternalisme : la restructuration des formes de domination de la main-d'œuvre ouvrière dans l'industrie métallurgique française », *Le Mouvement social* 144 : 17-35.
- OFFERLÉ, Michel (dir.)**, 1999, *La profession politique XIX^e-XX^e siècles*. Paris, Belin (« Alpha »).
- RETIÈRE, Jean-Noël**, 2003, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix* 63 : 121-143.
- SAADA, Emmanuelle**, 2005, « Une nationalité par degré. Civilité et citoyenneté en situation coloniale », in P. Weil et S. Dufoix (dir.), *L'esclavage, la colonisation, et après. France, États-Unis, Grande-Bretagne*. Paris, Presses universitaires de France : 193-227.
- STOLER, Ann Laura**, 1989, « Rethinking Colonial Categories: European Communities and the Boundaries of Rule », *Comparative studies in society and history* 31 (1) : 134-161.
- WADOWIEC, Jaime**, 2013, « Muslim Algerian Women and the Rights of Man: Islam and Gendered Citizenship in French Algeria at the End of Empire », *French Historical Studies* 36 (4) : 649-676.
- WEBER, Max**, 1971 (1921), *Économie et Société*. Tome 1. Paris, Plon.

Résumé

Classe, genre et représentation politique.

Saint-Laurent du Maroni, Guyane (1949-1983)

Cet article porte sur l'évolution de la représentation politique locale à Saint-Laurent du Maroni (Guyane) de 1949 à 1983. En vertu de la supériorité des Créoles consacrée dans la période coloniale, l'espace politique a d'abord été investi et aménagé par eux. Toutefois les élites coloniales créoles ne conservent pas le pouvoir politique dans la commune. Le niveau de diplôme, la compétence administrative et l'affiliation à un parti politique viennent ainsi concurrencer les ressources traditionnelles de la grande bourgeoisie commerçante créole et permettent aux membres des classes moyennes d'être élus. Ce renouvellement du personnel politique a modifié la place des femmes créoles dans les institutions politiques locales. Si du temps des notables, elles faisaient campagne dans les maisons, dans la sphère privée et à travers leur réseau catholique, elles apparaissent désormais dans l'espace public et accèdent au mandat.

Mots-clés : Créoles, Guyane, bourgeoisie, départementalisation, élection, genre, legs colonial, politisation, représentation politique.

Abstract

Class, gender and Political representation, in St-Laurent du Maroni (French Guiana) from 1949 to 1983.

This paper deals with the evolution of political representation in Saint-Laurent du Maroni from 1949 to 1983. Owing to colonial hierarchies, the political sphere was first dominated and shaped by members of the Creole community. The Creole colonial elites did not, however, retain political power. Education levels, administrative skills and affiliation with political parties competed with the traditional resources of the Creole financial upper class, thus enabling members of the middle class to be elected. This renewal of political representatives profoundly changed the place of women in local political institutions. Indeed, whereas in the days of "notables", Creole women had campaigned in houses, in the private sphere and through their Catholic network, from the 1970s they began to appear in the public sphere and accede to political office.

Keywords: French Guiana, political representation, Creole, gender, colonial legacy, bourgeoisie, election, politisation.